

L'indépendance n'étant pas une option réaliste L'autonomie solution au conflit du Sahara occidental



Le professeur Abdelhamid El-Ouali lors de la conférence.

Le projet d'Union pour la Méditerranée lancé par la France, se concrétisera lors du sommet qui se réunira à Paris les 13 et 14 juillet 2008. Ce projet suscite un grand intérêt chez la plupart des riverains de la Méditerranée, mais certains rappellent que la région reste le foyer de plusieurs crises qui sont autant de freins à la création de la "vaste zone de paix et de coopération" évoquée par le président Sarkozy. Les principaux facteurs de tension sont bien connus: la question de la Palestine, la crise du Liban, l'occupation de Chypre et la crise du Sahara occidental qui de facto oppose le Maroc et l'Algérie soutenant le Polisario sécessionniste.

Moins médiatisée que les autres crises régionales, la question du Sahara est, cependant, d'une grande importance dans la mesure où elle paralyse le Maghreb et constitue un grave risque de déstabilisation. C'est dans ce contexte que, le 15 mai 2008, l'Observatoire d'études géopolitiques a organisé au Centre d'accueil de la presse à la Maison de Radio France à Paris, une conférence avec le professeur Abdelhamid El Ouali, professeur de droit pu-blic à la faculté de Casablanca et auteur du livre *Autonomie au Sahara, prélude au Maghreb des régions*.

UN FREIN À LA COOPÉRATION MAGHRÉBINE

Le directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques à Paris, Charles Saint-Prot a souligné le fait que la persistance de la crise du Sahara occidental depuis le début des années 1970, a consti-

tué un frein au développement de la coopération régionale, en ralentissant la construction de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Il a déclaré que c'est aujourd'hui "un conflit dépassé, reliquat de la guerre froide et des idéologies marxisto-révolutionnaires". Surtout, "il est inconcevable que les frontières soient fermées entre l'Algérie et le Maroc à l'heure de la mondialisation et de la libre circulation de produits et des biens. Il est consternant que les échanges intermaghrébins ne représentent que 2% du commerce entre les cinq pays membres de l'UMA. Le coût du manque d'intégration économique est important, puisque cela fait perdre à chaque pays environ 2 à 3 points de PIB. Le coût se chiffre, également, dans la perte de dizaines de milliers d'emplois par an et l'absence des investissements directs étrangers qui seraient intéressés par un marché de près de 90 millions de personnes".

Selon Charles Saint-Prot, un Etat sahraoui détaché du Maroc ne serait pas viable et présenterait un risque majeur de déstabilisation de la région: "A l'heure où tout le monde affirme qu'il faut construire de grands ensembles de coopération entre les Etats, il serait lamentable de voir se multiplier de micro-Etats artificiels qui renforceraient les facteurs de division dans la région du Maghreb et, plus largement, dans le monde arabe".

APPEL AU RÉALISME ET AU COMPROMIS

Dans sa conférence, le professeur Abdelhamid El Ouali a souligné qu'il faut trouver une solution à une crise qui a trop duré. Il a rappelé que, le 21 avril dernier, l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara, Peter van Walsum, a indiqué devant le Conseil de sécurité qu'il est arrivé à la conclusion que "l'indépendance du Sahara occidental n'est pas une option réaliste".

Mettant l'accent sur la nécessité du respect de la réalité politique, il a appelé au "réalisme et au compromis". La résolution 1813 adoptée le 30 avril, par le Conseil de sécurité, reprend en grande partie l'analyse de M. Van Walsum, puisqu'elle appelle "au réalisme et à l'esprit de compromis". En réalité, comme l'ont précisé les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, le Conseil de sécurité a admis que la solution de la crise passe par la prise en compte de l'initiative marocaine visant à proposer une large autonomie aux territoires concernés.

L'universitaire marocain qui, a également, exercé d'importantes fonctions aux Nations unies, a passé en revue l'évolution de l'affaire du Sahara occidental depuis le début du conflit, analysant minutieusement les différentes étapes et les multiples interventions externes dont a fait l'objet ce dossier durant plus de trente ans. Selon lui, la principale raison qui a conduit à une

impasse est que "la question du Sahara a été assi-milée à un problème de décolonisation traditionnelle où l'autodétermination-indépendance devait mener à l'indépendance automatique, alors que le territoire était revendiqué par un pays, le Maroc, sur la base de titres juridiques et historiques". Il a ajouté: "C'est impossible d'appliquer la solution de l'autodétermination-indépendance. Son échec était programmé dès le départ. C'est dans la nature des choses parce que cette solution ne peut s'appliquer à une question territoriale où un Etat revendique la restitution d'une partie de son territoire national".

C'est pourquoi le Maroc propose une large autonomie, intimement liée à la démocratie, dans le cadre de sa souveraineté nationale. Après avoir signalé que le projet marocain d'autonomie a pris ce qu'il y avait de meilleur dans les expériences les plus avancées en la matière, M. El Ouali a affirmé: "Si plusieurs pays ont manifesté leur intérêt pour le plan d'autonomie proposé par le Maroc, c'est que la communauté internationale est de plus en plus consciente que l'erreur d'appréciation qui a été commise à l'origine du conflit, a conduit à une impasse". Présentant une analyse détaillée du plan d'autonomie proposé par le Maroc, il a démontré que "l'autonomie demeure l'unique solution réaliste au conflit du Sahara".

Le professeur el Ouali, a également, mis l'accent sur le fait que la persistance du conflit n'est pas une bonne chose pour le Maghreb: "Nous sommes dans un monde où il faut coopérer, dépasser ces conflits. Je ne vois pas de raison d'être de ce conflit. Le monde a changé. Au Maroc, nous l'avons compris. Il serait temps que l'on comprenne à Alger que ce conflit est une aberration qui ne mène à rien de positif ni pour les Algériens ni pour les pays du Maghreb. En revanche, le règlement de ce conflit pourrait être la base de départ de la construction d'une entité maghrébine capable de répondre aux défis du monde moderne". ■